

## PRESSE

# Rendre publiques les intimidations

**C'est une nouvelle ASBL, Xpress. Elle est là pour soutenir les journalistes et lanceurs d'alerte qui sont victimes d'intimidation.**

● **Albert JALLET**

« **A**ujourd'hui, les journalistes ont cette peur de ne pas parler des intimidations dont ils sont victimes. On doit les pousser, les aider à les rendre publiques », Thierry Denoël est journaliste au *VifL'Express* et est un des trois fondateurs de l'association Xpress.

Une ASBL qui a été lancée « pour soutenir les journalistes, les lanceurs d'alerte et leurs sources faisant l'objet d'intimidations ou d'attaques, afin de défendre la liberté d'expression et soutenir le droit du public à l'accès à l'information. »

Céline Decamp, la présidente précise : « On est là pour dénoncer les attaques,

aider et soutenir les personnes visées, soutenir les investigations qui sont attaquées et réaliser du lobbying auprès des politiques pour aménager la loi en gestation sur les lanceurs

d'alerte. »

Thierry Denoël d'ajouter : « Avec le mouvement des gilets jaunes, on se rend compte que la presse vit des moments difficiles où elle est critiquée parce qu'on reproche d'être trop proche des décideurs. En publiant, on montre que, justement, on n'est pas toujours proche du politique ou d'autres décideurs. »

Pourquoi maintenant ? « Parce qu'il nous semble que les attaques sont de plus en plus nombreuses et disproportionnées. » Des attaques souvent menées devant les tribunaux. Elles sont énergivores, coûteuses, intimidantes et interpellantes.

Comme l'explique Quentin Noirfalisse : « Une société citée dans un article me réclame une somme provisionnelle de 50 000 € pour mener une étude qui définirait le préjudice subi par celle-ci suite à l'article publié. »

Des sociétés qui préfèrent

saisir directement un tribunal plutôt que les voies « normales » comme celle de s'adresser au média ou à l'intéressé.

## Coup de pouce Italien

Si la mission de défense juridique peut déjà être assurée par l'AJP (Association des journalistes professionnels), pour les journalistes, elle ne peut l'être pour les lanceurs d'alerte, spécificité de l'ASBL qui lance un appel aux fonds.

Une question : comment Xpress va-t-elle sélectionner les gens qu'elle va soutenir ? Céline Decamp : « Sur base de deux critères : la disproportion et la multiplicité des actions. On ne juge pas sur le fond. »

Avec un coup de pouce d'une ONG italienne « Oxygène pour l'information » qui existe depuis une dizaine d'années. L'embryon d'un futur réseau européen ? ■

► <https://xpress-asbl.be/>